

**CONTRAT DÉPARTEMENTAL DE TERRITOIRE DE
LA COMMUNAUTÉ URBAINE CAEN LA MER
AVENANT N°4**

Entre,

Le Département du Calvados, représenté par son Président, Monsieur Jean-Léonce DUPONT, agissant en application d'une délibération de la commission permanente du Conseil départemental du xxxx,

Ci-après désigné le *DÉPARTEMENT*,

Et

La Communauté Urbaine Caen la mer, représentée par son Président en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil communautaire en date du xxx,

Et

La Commune de Bénouville, représentée par son Maire en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil municipal en date du xxx,

Et

La Commune de Biéville-Beuville, représentée par son Maire en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil municipal en date du xxx,

Et

La Commune de Blainville-sur-Orne, représentée par son Maire en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil municipal en date du xxx,

Et

La Commune de Bretteville-sur-Odon, représentée par son Maire en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil municipal en date du xxx,

Et

La ville de Caen, représentée par son Maire en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil municipal en date du xxx,

Et

La Commune de Cairon, représentée par son Maire en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil municipal en date du xxx,

Et

La Commune de Carpiquet, représentée par son Maire en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil municipal en date du xxx,

Et

La Commune de Colleville-Montgomery, représentée par son Maire en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil municipal en date du xxx,

Et

La Commune de Colombelles, représentée par son Maire en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil municipal en date du xxx,

Et

La Commune de Cormelles-le-Royal, représentée par son Maire en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil municipal en date du **xxx**,

Et

La Commune de Cuverville, représentée par son Maire en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil municipal en date du **xxx**,

Et

La Commune de Démouville, représentée par son Maire en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil municipal en date du **xxx**,

Et

La Commune de Fleury-sur-Orne, représentée par son Maire en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil municipal en date du **xxx**,

Et

La Commune de Giberville, représentée par son Maire en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil municipal en date du **xxx**,

Et

La Commune de Hermanville-sur-Mer, représentée par son Maire en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil municipal en date du **xxx**,

Et

La Commune de Hérouville-Saint-Clair, représentée par son Maire en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil municipal en date du **xxx**,

Et

La Commune de Ifs, représentée par son Maire en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil municipal en date du **xxx**,

Et

La Commune de Lion-sur-Mer, représentée par son Maire en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil municipal en date du **xxx**,

Et

La Commune de Louvigny, représentée par son Maire en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil municipal en date du **xxx**,

Et

La Commune de Mathieu, représentée par son Maire en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil municipal en date du **xxx**,

Et

La Commune de Mondeville, représentée par son Maire en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil municipal en date du **xxx**,

Et

La Commune de Ouistreham Riva-Bella, représentée par son Maire en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil municipal en date du **xxx**,

Et

La Commune de Rots, représentée par son Maire en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil municipal en date du **xxx**,

Et

La Commune de Saint-Contest, représentée par son Maire en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil municipal en date du **xxx**,

Et

La Commune de Saint-Germain-la-Blanche-Herbe, représentée par son Maire en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil municipal en date du **xxx**,

Et

La Commune de Saint-Manvieu-Norrey, représentée par son Maire en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil municipal en date du **xxx**,

Et

La Commune de Soliers, représentée par son Maire en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil municipal en date du **xxx**,

Et

La Commune de Thue et Mue, représentée par son Maire en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil municipal en date du **xxx**,

Et

La Commune de Troarn, représentée par son Maire en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil municipal en date du **xxx**,

Et

La Commune de Verson, représentée par son Maire en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil municipal en date du **xxx**,

Et

Le SIVOM Education Enfance Jeunesse Thue et Mue, représenté par son Président en exercice, agissant en application d'une délibération du conseil syndical en date du **xxx**,

Ci-après désignés les *MAITRES D'OUVRAGE*.

Vu la loi NOTRe ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1111-9 et L. 1111-10 ;

Vu le SRADET ;

Vu la convention territoriale d'exercice concerté prévue au V de l'article L. 1111-9-1 ;

Vu le contrat de territoire 2017-2021 et les avenants 1, 2 et 3 conclus entre le Département et la Communauté Urbaine Caen la mer, en date du 28 novembre 2017, 09 novembre 2018, 05 mars 2019 et 27 mai 2019 ;

Vu la délibération du Conseil Départemental du 18 novembre 2019 sur l'évolution des aides aux territoires,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} :

L'article 2 est complété de la façon suivante :

Le Département pourra mobiliser une enveloppe complémentaire de 2 087 300 €, représentant 10% de l'enveloppe initiale, pour subventionner des projets prioritaires répondant aux enjeux du portrait de territoire, présentés par l'EPCI ou les communes éligibles.

Article 2 :

Conformément à l'article 2.1 du contrat de territoire 2017-2021, les communes qui dépassent 2000 habitants pendant la période 2017-2021 peuvent intégrer le contrat par avenant.

Aussi, le contrat APCR de Saint-Manvieu-Norrey portant sur la période 2016-2019 étant aujourd'hui clôturé, la commune de Saint-Manvieu-Norrey dont la population compte 2040 habitants intègre le contrat de territoire 2017-2021 de Caen la mer.

Par ailleurs, par décision du tribunal administratif en date du 28 décembre 2018, la commune nouvelle de Saline est dissoute à compter du 1^{er} janvier 2020. La commune de Troarn, qui compte 3 600 habitants selon les chiffres INSEE 2020, est éligible au contrat de territoire 2017-2021.

Article 3 :

Les autres dispositions du contrat demeurent inchangées.

Fait en 33 exemplaires originaux.

A _____, le

Président du Conseil
Départemental du Calvados

Président de la Communauté
Urbaine Caen la Mer
Maire de Caen

Maire de Bénouville

Maire de Biéville-Beuville

Maire de Blainville-sur-Orne

Maire de Bourguébus

Maire de Bretteville-sur-Odon

Maire de Cairon

Maire de Carpiquet

Maire de Colleville-Montgomery

Maire de Colombelles

Maire de Cormelles-le-Royal

Maire de Cuverville

Maire de Démouville

Maire de Fleury-sur-Orne

Maire de Giberville

Maire d'Hermanville-sur-Mer

Maire d'Hérouville-Saint-Clair

Maire d'Ifs

Maire de Lion-sur-Mer

Maire de Louvigny

Maire de Mathieu

Maire de Monderville

Maire de Ouistreham Riva-Bella

Maire de Rots

Maire de Saint-Contest

Maire de Saint-Germain-la-Blanche-Herbe

Maire de Saint-Manvieu-Norrey

Maire de Soliers

Maire de Thue-et-Mue

Maire de Troarn

Maire de Verson

Président du SIVOM
Education Enfance Jeunesse
de Thue-et-Mue